

**Non classifié**

**DCD/DAC/EV/M(2008)2**



Organisation de Coopération et de Développement Économiques  
Organisation for Economic Co-operation and Development

**17-Feb-2009**

**Français - Or. Anglais**

**DIRECTION DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT  
COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT**

**DCD/DAC/EV/M(2008)2  
Non classifié**

## **Réseau du CAD sur l'évaluation du développement**

**Compte rendu succinct de la 8ème Réunion du Réseau du CAD sur l'évaluation du développement**

**18-19 novembre 2008**

<p>Hans Lundgren ; courriel : <a href="mailto:hans.lundgren@oecd.org">hans.lundgren@oecd.org</a> ; tél. : +33 (0)1 45 24 90 59, Anna Hellstrom ; <a href="mailto:anna.hellstrom@oecd.org">anna.hellstrom@oecd.org</a> ; tél. : +33 (0)1 45 24 96 68 ou Nathalie Bienvenu ; <a href="mailto:nathalie.bienvenu@oecd.org">nathalie.bienvenu@oecd.org</a> ; tél . : +33 (0)1 45 24 90 36</p>
--

**JT03259778**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine  
Complete document available on OLIS in its original format

**Français - Or. Anglais**

## **COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA HUITIÈME RÉUNION DU RÉSEAU DU CAD SUR L'ÉVALUATION DU DÉVELOPPEMENT**

### **I. Séance d'ouverture**

i) En ouvrant la réunion, le Secrétariat remercie M Finbar O'Brien, Irlande, pour les précieuses contributions qu'il a apportées aux travaux du Réseau pendant de nombreuses années et pour la façon dont il en a assuré la présidence au cours des années écoulées. Après avoir été invités à présenter des candidatures au poste de Président, le Danemark et le Canada propose le nom de Nick York, Chef du Département de l'évaluation au DFID, lequel est élu à l'unanimité.

ii) Nick York remercie les membres de leur soutien et invite les délégués qui participent pour la première fois à une réunion du Réseau à se présenter.

iii) Le projet d'ordre du jour [DCD/DAC/EV/A(2008)2] est adopté sous réserve de l'ajout d'un point intitulé « Election du vice-Président » avant « Questions diverses ».

iv) Le compte rendu succinct de la 7<sup>ème</sup> réunion [DCD/DAC/EV/M(2008)1] est adopté.

v) Le Secrétariat fait le point sur le Programme de travail et budget du CAD pour 2009-2010, les contributions volontaires et d'autres questions intéressant le CAD. Une présentation détaillée du programme de travail du Réseau figure dans le document de séance n° 1.

**Suite à donner :** Le Secrétariat tiendra les membres informés de l'évolution de la situation concernant le PTB et les avertira si d'autres mesures doivent être prises. Le Secrétariat informera aussi les membres lorsque le Facilitateur du CAD aura été confirmé et lorsque le mandat aura été officiellement approuvé par le CAD.

### **II. Suivi du Forum de haut niveau d'Accra et évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris**

1. Niels Dabelstein, co-Président du Groupe de référence pour l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, présente ses réflexions sur le déroulement et les résultats de la phase I de l'évaluation de la Déclaration de Paris et son utilisation au Forum de haut niveau d'Accra en septembre 2008. Il est proposé de définir la structure et l'organisation de la phase II en tenant compte de l'expérience positive de la phase I. Une note d'information fondée sur « l'étude thématique sur les liens entre la Déclaration de Paris, l'efficacité de l'aide et l'efficacité du développement », est présentée en tant que document de séance n° 2. Elle sera prise en compte dans les travaux préparatoires de la phase II. Il est en outre proposé d'augmenter le nombre d'études nationales et de les choisir avec plus d'attention. On dispose déjà de manifestations positives de l'intérêt des pays partenaires. Une réunion de lancement sera organisée à Auckland du 11 au 13 février 2009. Un calendrier provisoire des travaux à réaliser avant le 4<sup>ème</sup> Forum de haut niveau est présenté aux participants.

2. L'évaluation recueille un large soutien et plusieurs membres indiquent qu'ils souhaitent y participer. Les Pays-Bas confirment qu'ils financeront le secrétariat des travaux d'évaluation de juillet 2009 jusqu'à la tenue du 4<sup>ème</sup> Forum de haut niveau. Un mécanisme de financement collectif analogue à celui utilisé pour la phase I sera mis sur pied pour la phase II afin de financer les études d'évaluation.

**Suite à donner :** Les membres sont invités à dire s'ils souhaitent participer à la phase II. L'intérêt des pays partenaires sera sondé à la réunion du GT-EFF et ultérieurement. Les membres doivent confirmer leur participation à la réunion de lancement prévue à Auckland du 11 au 13 février 2009. Les travaux sur la composition du Groupe de gestion et du Groupe de référence, la portée de l'évaluation, le cadre de référence et l'échantillonnage vont progresser avant la réunion de février.

### III. Systèmes d'évaluation – échanges sur les réformes et les faits récents

#### *i) Point sur les examens par les pairs de l'Equipe spéciale CAD/UNEG et sur les travaux de l'ECG prévus*

3. Ted Kliet, co-Président de l'équipe spéciale du Réseau CAD/UNEG, fait le point sur l'état d'avancement des travaux à ce jour. La Belgique et la Suisse présentent aux membres les examens en cours et les missions récentes effectuées auprès du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de l'Bureau des services de contrôle interne(BSCI). Les rapports relatifs au BSCI et au BSCI seront achevés en mars et avril 2009 respectivement. L'ONUDI a confirmé vouloir faire l'objet d'un examen en 2009.

4. Au cours du débat il est proposé que le Réseau fasse le point sur l'expérience acquise dans le cadre des examens par les pairs menés par des experts professionnels et le cadre de référence un peu plus tard. Il est aussi noté que plusieurs membres sont intéressés par des questions plus générales d'efficacité des organisations multilatérales, notamment les travaux actuellement menés par l'ACDI. La question des liens avec les activités du réseau MOPAN est également soulevée.

5. Le Président de l'ECG informe les participants que le cadre de référence pour les examens des fonctions d'évaluation des banques multilatérales est en cours de révision. La réaction des conseils d'administration à cette idée est mitigée et il est noté que la question du calendrier est également un facteur important. Le FIDA devrait être le premier cas examiné par le Groupe ECG.

**Suite à donner :** Les membres informeront les Pays-Bas s'ils souhaitent participer à l'examen par les pairs consacré à l'ONUDI. Le Bureau examinera les moyens d'organiser une séance sur l'efficacité des organisations multilatérales lors de la prochaine réunion.

#### *ii) Résultats d'un examen du système d'évaluation dans la coopération pour le développement de l'Allemagne*

6. Michaela Zintl, BMZ, présente les résultats d'un examen du système d'évaluation dans la coopération pour le développement de l'Allemagne. Cet examen met en lumière des problèmes d'apprentissage institutionnel et de capacité ainsi que des points faibles en matière de diffusion des informations. Il est noté que certains changements ont été induits par cet examen et la plupart des organisations ont pris des mesures de suivi.

7. Le débat qui suit porte sur la façon dont les organismes d'aide peuvent favoriser l'apprentissage et le suivi à partir des évaluations. La Belgique informe les membres qu'elle souhaite que soit réalisé un examen par les pairs de son propre système d'évaluation.

**Suite à donner :** Les membres informeront la Belgique s'ils souhaitent participer à un examen par les pairs de ses deux bureaux d'évaluation.

#### **IV. Harmonisation, alignement et mise en commun des évaluations**

8. La séance est ouverte par le DFID qui assure actuellement la direction de l'équipe spéciale chargée du nouveau contexte de l'évaluation et qui présente l'évaluation du développement compte tenu des changements qu'impliquent la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra. La SADEV (*Swedish Agency for Evaluation Development*) présente les principales recommandations qui ressortent de l'étude sur la programmation conjointe des évaluations (« *Challenges Opportunities and Approaches for Increasing Joint Donor Programming of Evaluation* »). Cette étude s'appuie sur les travaux antérieurs consacrés aux évaluations conjointes et vise à promouvoir la poursuite des activités sur les pratiques d'évaluation conjointe par les membres du Réseau. Les auteurs de l'étude formulent sept recommandations à l'intention du Réseau afin d'encourager les évaluations conjointes. Il est par exemple recommandé que les évaluations conjointes soient intégrées dans les politiques d'évaluation des organismes d'aide ; que les plans d'évaluation pluriannuels soient mis en commun ; qu'il soit envisagé de créer un marché mondial et de réaliser des évaluations conjointes lorsqu'il existe des politiques et des programmes conjoints.

9. L'exposé de la SADEV est suivi d'un exposé du Secrétariat sur un nouvel outil permettant de mettre en commun les projets d'évaluation en vue de promouvoir les travaux menés conjointement ou en collaboration et de réduire la fragmentation des activités d'évaluation. Le Secrétariat souligne l'importance de la mise en commun des programmes de travail pour la transparence et l'identification d'éventuels travaux pouvant être menés en collaboration. Cet outil pourrait faciliter le processus de planification dans les organismes, car les projets des autres organismes pourraient être facilement consultés lors de l'élaboration des programmes de travail. Cependant, il est aussi souligné que l'utilité de cet outil dépend de la mise à jour en temps voulu des informations et de l'engagement des membres à cet égard. Il est important d'intégrer les projets non confirmés car ceux-ci se prêtent davantage à la collaboration. Cet outil est disponible sur le site réservé aux membres et il est convenu de le développer à l'aide d'entrées plus nombreuses sur des projets confirmés et non confirmés avant de décider s'il y a lieu ou non de le rendre accessible au grand public.

10. Les membres adoptent les recommandations proposées dans l'étude de la SADEV. Il est souligné que les recommandations doivent être opérationnelles et pragmatiques et que leur application doit être suivie à l'aide d'un système de contrôle. Les membres s'entendent généralement à penser qu'il y a place pour davantage de collaboration ; ils accueillent favorablement l'outil relatif aux projets d'évaluation comme moyen de faciliter la collaboration et conviennent d'étudier les moyens d'utiliser cet outil pour l'élaboration d'une liste courte de thèmes pouvant donner lieu à des évaluations conjointes.

11. Au cours du débat, certains obstacles à la réalisation d'évaluations conjointes sont notés ; l'importance des ressources humaines et le déficit de capacités des personnels sur le terrain et des partenaires sont soulignés. Certains membres estiment que la demande d'évaluation conjointe émanant des hauts responsables et des conseils d'administration est limitée et que les évaluations conjointes doivent aborder la question des performances de chaque organisme.

12. L'Irlande rend compte d'un exercice d'inventaire des évaluations nationales prévues en Tanzanie. Le Secrétariat fait le point sur le Centre de ressources du CAD sur l'évaluation du développement (DEReC) qui contient désormais plus de 1800 rapports. Pour améliorer la base de données commune du Réseau, il est proposé que les membres adoptent la bonne pratique consistant à identifier les mots clés dans les pages d'introduction de l'évaluation (comme par exemple dans les rapports de la Banque asiatique de développement). Cela se fait communément dans d'autres domaines pour faciliter le référencement.

**Suite à donner :** L'équipe spéciale transformera les principales recommandations en bonnes pratiques pour la planification de l'évaluation et élaborer d'autres recommandations pour avancer de façon concrète. Les résultats seront soumis pour examen à la prochaine réunion. Les membres communiqueront au Secrétariat avant fin décembre les plans d'évaluation à jour dans le format utilisé dans l'outil. Plus l'ensemble sera complet, plus le débat de la prochaine réunion sur les projets d'évaluation et la collaboration potentielle sera approfondi. Les membres continueront d'envoyer les versions finales de leurs rapports d'évaluation au Secrétariat pour inclusion dans le DEReC et d'intégrer cette activité dans leur stratégie de diffusion. Les membres sont encouragés à inclure systématiquement des mots clés dans leurs rapports d'évaluation.

## V. Elaborer des méthodes, des normes et des orientations

### i) Normes de qualité en matière d'évaluation – organisation d'un atelier

13. Comme suite à la décision prise à la 7<sup>ème</sup> réunion d'organiser un atelier sur les normes de qualité en matière d'évaluation en Nouvelle Zélande en février 2009, Penny Hawkins invite les membres à participer à cette manifestation. L'atelier se tiendra à Auckland les 9 et 10 février 2009, couplé à la réunion de lancement de la deuxième phase de l'évaluation de la Déclaration de Paris. L'objectif de cet atelier est de passer en revue l'expérience acquise dans l'application des normes et de définir les modifications à apporter pour les finaliser, après la phase test de trois ans convenue en 2006.

14. Les Pays-Bas et la Finlande sont prêts à rendre compte de leur expérience lors de l'atelier, et l'Allemagne indique que les normes ont été prises en compte dans l'examen du système d'évaluation allemand.

**Suite à donner :** Les membres qui ne l'ont pas encore fait indiqueront au Secrétariat s'ils souhaitent participer à l'atelier. Les membres doivent être prêts à rendre compte de leur expérience dans l'application des normes pour nourrir le débat sur les changements nécessaires. L'Australie et la Nouvelle Zélande, en collaboration avec le Secrétariat, développeront le contenu et l'ordre du jour de l'atelier. La Nouvelle Zélande étudiera la possibilité d'organiser une liaison vidéo avec l'atelier.

### ii) Évaluation d'impact

15. Nick York, en qualité de Président du Réseau NONIE (*Network of Networks on Impact Evaluation*) rend compte des conclusions d'une réunion qui s'est tenue à Lisbonne le 1<sup>er</sup> octobre 2008 et fait le point sur les travaux en cours. Howard White, Directeur de l'Initiative 3iE, présente l'état d'avancement des travaux. L'Initiative 3iE (*International Initiative for Impact Evaluation*) est dotée d'un programme de travail et d'un budget de 100 millions USD sur cinq ans, ce qui lui permet de réaliser 50 à 60 études nouvelles chaque année. Les premiers travaux ont commencé avec l'élaboration de « questions tenaces », un site web vivant et un appel à propositions.

16. Il est souligné que le rôle du Réseau NONIE est de faire plus largement connaître l'évaluation d'impact et d'accroître les capacités dans ce domaine tandis que celui de l'Initiative 3iE est de financer, d'assurer des services de soutien et de conduire des examens thématiques sur les évaluations d'impact. Il est convenu que Nick York et Henri Jorritsma continueront d'être les deux représentants du Réseau auprès du Comité directeur du Réseau NONIE.

**Suite à donner :** Les membres donneront leur avis sur le nouveau Président du Réseau NONIE lorsque le Président actuel passera la main en mars 2009. Les membres confirmeront leurs contributions au financement des activités centrales du Réseau NONIE et à la Conférence sur l'évaluation d'impact prévue au Caire du 30 mars au 3 avril 2009, conférence co-parrainée par l'AfrEA, l'Initiative 3iE et le Réseau NONIE.

**iii) Méthode d'évaluation du soutien budgétaire**

17. La Commission européenne, qui conduit l'équipe spéciale, fait le point sur l'élaboration d'une méthodologie pour évaluer le soutien budgétaire. Il se pourrait qu'une note méthodologique et un mandat type soit approuvé début 2009. La mise à l'épreuve de l'approche méthodologique se fera au cours de l'année 2009. La Commission invite les membres et les organisations multilatérales intéressés, notamment la Banque mondiale, à participer à cette activité.

**Suite à donner :** La Commission européenne accueillera une deuxième réunion du Groupe restreint le 9 décembre.

**iv) Orientation sur l'évaluation des activités de prévention des conflits et de construction de la paix**

18. La Norvège, en tant que co-présidente de l'équipe spéciale, fait le point sur les applications en cours du projet d'orientations qui couvrent actuellement le Sri Lanka, Haïti, la RDC et le Sud-Soudan. L'évaluation au Sri Lanka est bien engagée, la mission principale étant achevée et le projet de rapport devant être finalisé fin décembre. Le rapport sur l'évaluation par la Norvège de la situation en Haïti sera achevé en mai 2009. L'évaluation de la RDC, conduite par la Belgique, est actuellement suspendue en raison de la situation dans le pays. L'évaluation au Sud-Soudan, conduite par les Pays-Bas, est en cours de préparation et les membres sont invités à y participer.

**Suite à donner :** Les pays qui souhaitent participer à l'évaluation au Sud-Soudan devront s'adresser aux Pays-Bas. La large diffusion du projet d'orientations par le Secrétariat et par les membres au plan interne se poursuivra. A mesure que le processus se développera, les membres rendront compte de leur expérience de l'application des orientations afin de contribuer à enrichir le produit final. Le formulaire de réponse est disponible sur le site web public du Réseau ainsi que dans la version imprimée des Orientations. Un atelier sera organisé, éventuellement avant l'été 2009, pour faire le point sur les initiatives en cours et favoriser l'enrichissement mutuel et l'apprentissage.

**v) Evaluation des programmes des partenariats mondiaux et régionaux**

19. Le Groupe d'évaluation indépendante (GEI) informe les participants que l'ouvrage *Sourcebook for evaluating global et regional partnership programmes* est fortement demandé tant sous forme imprimée qu'en ligne. Les travaux seront centrés pour l'essentiel sur le manuel (*Guidebook*) présentant des lignes directrices relatives aux bonnes pratiques et des exemples pour évaluer les programmes des partenariats mondiaux et régionaux. Pour obtenir des informations en retour sur le manuel (*Guidebook*), on envisage d'organiser des ateliers avec des acteurs représentatifs lorsque les travaux auront avancé et selon les fonds disponibles. Depuis le dernier rapport d'étape, le GEI a achevé deux évaluations de programmes mondiaux ; sept autres sont en cours et des conclusions transversales se dégagent comme indiqué dans le document de séance n° 8.

**Suite à donner :** Le GEI rendra compte de l'état d'avancement des travaux concernant le manuel (*Guidebook*) au début de l'année prochaine et informera les membres qui le souhaitent des projets d'organisation d'ateliers.

**VI. Election du vice-Président**

20. Penny Hawkins, Chef du Département de l'évaluation de NZAID et Benoit Chervalier, Chef de l'Unité d'évaluation des activités de développement au ministère français de l'Économie, de l'industrie et de l'emploi, sont élus vice-Présidents. Le Président indique que le Bureau élargi, composé à présent de quatre membres, avec l'aide du Secrétariat, correspond à l'augmentation des activités conjointes du Réseau

et permettra de mieux répartir les responsabilités entre les membres du Bureau concernant les différents axes de travail.

## VII. Questions diverses

21. Le Secrétariat présente un bref exposé sur les travaux en cours sur l'évaluation de l'aide à l'appui des échanges de la Division sur la réduction de la pauvreté et la croissance. Les membres sont invités à indiquer à un stade précoce s'ils souhaitent participer à ces travaux et à un éventuel atelier au début de l'année prochaine.

22. Le Secrétariat informe les membres de la tenue prochaine de la Conférence de l'International Development Evaluation Association (IDEAS) à Johannesburg du 17 au 20 mars 2009 et des travaux de Saferworld sur l'élaboration de lignes directrices pour l'évaluation des interventions en matière de réforme des systèmes de sécurité.

23. La prochaine réunion officielle du Réseau sur l'évaluation du développement est prévue en juin 2009 ; des réunions informelles des équipes spéciales se tiendront en fonction des besoins et seront ouvertes aux membres qui souhaitent participer aux travaux.

**Suite à donner :** Les membres indiqueront au Secrétariat s'ils souhaitent participer à l'évaluation de l'aide au service des échanges. Les membres contacteront directement Saferworld s'ils souhaitent travailler sur l'évaluation de la réforme des systèmes de sécurité.

## VIII. Séance informelle

### *i) Echange de données d'expérience et d'informations*

24. La Délégation américaine présente un exposé conjoint de l'évaluation du programme d'aide des Etats-Unis associant le Département d'État, USAID et la MCC. Le Japon présente « la nouvelle JICA » et son système d'évaluation.

25. Le GEI présente une initiative visant à mettre en place des centres régionaux de gestion axée sur les résultats et de développement des capacités d'évaluation (voir le document de séance n° 10.). La proposition est fondée sur le fait que la demande de connaissances sur l'évaluation progresse et que l'offre actuelle de services de développement des capacités d'évaluation est insuffisante. Il est proposé d'établir des partenariats multilatéraux pour renforcer les capacités des institutions existantes et d'aider ces centres à assurer des services de renforcement des capacités d'évaluation et de gestion axée sur les résultats fondés sur la demande. Les membres indiquent d'une manière générale être convaincus que le développement des capacités d'évaluation est une question importante et que la faiblesse des capacités des pays partenaires est un frein aux évaluations conjointes conduites par les partenaires. Les participants soulignent l'importance de la promotion de l'évaluation et estiment qu'il conviendrait de faire apparaître plus nettement le lien entre l'expérience du Réseau et les travaux sur le renforcement des capacités. Cependant, certains membres estiment que la mise en place de capacités ne relève pas du mandat des unités où ils travaillent mais plutôt de celui des services opérationnels qui disposent également de ressources budgétaires plus importantes. Les membres sont invités à indiquer au GEI s'ils souhaitent participer à cette initiative et le cas échéant à communiquer aux services opérationnels les informations relatives à la proposition.

26. Le Secrétariat attire l'attention des membres sur l'étude consacrée aux capacités d'évaluation dans les pays francophones d'Afrique diffusée en tant que document de séance n° 9. A partir d'une enquête par questionnaire et entretiens, ce document fait le point sur l'évaluation dans l'administration et la société civile des pays de la région. Malgré quelques évolutions positives, il semble clairement nécessaire dans

l'ensemble de renforcer l'action sur plusieurs fronts, notamment la demande d'évaluation et le renforcement des institutions.

27. La Norvège fait brièvement le point sur l'évaluation conjointe de la lutte contre la corruption. Le rapport final pourrait être prêt au cours du premier semestre 2010.

***ii) Débat franc et ouvert sur des idées nouvelles et propositions de travaux d'évaluation conjoints menés en collaboration***

28. Au cours de la séance informelle, les membres procèdent aussi à un échange d'idées et indiquent les possibilités qui s'offrent d'engager de nouveaux travaux conjoints ou menés en collaboration. Parmi les thèmes mentionnés comme pouvant faire l'objet d'une éventuelle collaboration, on peut citer les suivants : la gestion des finances publiques ; une réforme du secteur public plus large ; « les droits de l'enfant » ; l'environnement ; la vulnérabilité ; le développement des capacités ; les États fragiles ; l'efficacité des organisations multilatérales ; et enfin la gestion des performances. Chaque membre est invité à poursuivre le débat avec d'autres membres intéressés. Il est également proposé de consacrer plus de temps à ce débat franc et ouvert lors de la prochaine réunion ; un ensemble plus complet de projets d'évaluation (confirmés et non confirmés) présentés par les membres serait de nature à faciliter les échanges.

***iii) La crise financière mondiale et ses conséquences pour l'évaluation du développement***

29. Cette question n'est examinée que brièvement à la fin de la réunion. Il est proposé que les enseignements tirés de la crise asiatique de 1990 soient examinés et fassent l'objet d'une synthèse, en particulier par les institutions financières concernées à cette époque. D'aucuns estiment aussi qu'il serait intéressant d'aborder la crise financière actuelle et ses conséquences du point de vue de la vulnérabilité des pays en développement.